

monsieur qui n'a pas de siège à la Chambre, mais que je tiens pour l'un des fonctionnaires les plus droits et les plus habiles que nous ayons eus au Canada depuis nombre d'années. Je veux parler de M. O. D. Skelton, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. C'est le Gouvernement qui lui a dicté son attitude, cela va de soi. Dans l'ensemble, son attitude a été plus logique que celle de M. de Valera. Ayant à voter pour l'entrée de la Russie dans la Société des nations, il ne pouvait guère facilement dénoncer la Russie comme le pays le plus abominable de la terre. Il a énoncé simplement et dignement les principes régissant le gouvernement au Canada et a ajouté :

Tout en croyant fermement qu'en fin de compte, la Société des nations ne saurait réussir que par l'application dans le domaine international, de ces idées de liberté ou de démocratie, nous reconnaissons que, dans la période actuelle, il est indispensable d'accepter ces divergences et que nous ne saurions exiger d'autres Etats qu'ils se conforment à ces principes ou qu'ils refusent leur collaboration à la Société, tant qu'ils sont d'accord, comme unique et indispensable condition pour travailler ensemble à la paix du monde.

Et ainsi de suite. Il a terminé en disant qu'il voterait en faveur de l'admission de l'Union soviétique et a exprimé l'espoir que la Russie s'abstiendrait de faire de la propagande au Canada.

Et quelle a été la réponse? La Russie est entrée dans la Société des Nations, appuyée en grande partie par le vote de 39 soi-disant pays chrétiens, les seuls votes hostiles ayant été ceux de trois petits pays. Quelle a été la réponse? Quelle a été la réponse de M. Litvinoff à l'invitation que le Canada, le Portugal, la Suisse et même la France lui ont adressée de respecter le régime des autres pays et de se conformer davantage aux articles de Genève? La voici, la réponse :

Aujourd'hui...

Et il parlait des ennemis passés des Soviets ainsi que de ses adversaires présents.

Aujourd'hui nous sommes heureux de pouvoir constater qu'on ne trouve plus de représentants de ces utopies...

Ces utopies, vos principes et les miens. . .

. . . ni de partisans de cette politique d'ignorance systématique et d'isolement de l'Union soviétique, parmi les hommes d'Etat, à l'esprit large, représentants des Etats les plus importants qui façonnent la vie internationale; leur pensée s'inspire du réel et comprend les nécessités de l'heure. Les représentants de cette étroitesse utopique, il faut les rechercher parmi les politiciens bornés. . .

C'était un soufflet à M. Motta, à M. de Valera et à nous aussi.

. . . incapables de s'élever au-dessus de leurs mesquines passions politiques et de leurs préjugés intenses, parmi ces politiciens qui tirent de sources impures leur connaissance des pays et des neuples.

Notez l'expression : "sources impures."

Il ne reste qu'à les plaindre et à leur souhaiter l'accession à la lumière et à des sources plus sûres d'information.

C'était le langage du mépris. Remarquez aussi la rebuffade triomphante. M. Letvinoff s'est-il engagé à établir en Russie la liberté de conscience telle qu'elle existe en Angleterre et aux Etats-Unis? A-t-il promis de cesser toute propagande? Non. Voici ce qu'il a dit :

L'Union soviétique entre aujourd'hui à la Société des Nations comme le représentant d'un nouveau système social et économique, sans renoncer à aucune de ses particularités; et comme les autres Etats ici représentés, elle entend conserver intacte sa personnalité.

Tel est le pays que nous avons embrassé sur les deux joues, nous pays chrétien, nous pays dont le gouvernement et le régime politique reposent sur de vieilles traditions, la liberté de conscience, le respect de la dignité de l'homme et de la divinité. Cette humble attitude, cette attitude rampante de 38 soi-disant pays chrétiens devant les apôtres marquants de l'athéisme contribuera-t-elle au maintien de la paix? Lisez les journaux de jour en jour. La réponse a été donnée sous une forme brutale, mais cela vaut mieux que la continuation de l'hyprocrisie qui a régné pendant plusieurs années. C'est Adolf Hitler qui a donné la réponse. En vérité, l'hitlérisme constitue peut-être aujourd'hui la principale menace contre la paix. Pourquoi? D'abord, à cause des iniquités du traité de Versailles auquel nous avons apposé notre signature et immolé l'honneur du Canada. En second lieu, parce que nous n'avons pas osé protester contre l'obstination avec laquelle le gouvernement français, plus ou moins appuyé par le gouvernement anglais, a refusé de rectifier les inégalités en question. J'oubliais le seul représentant britannique qui ait protesté, le général Smuts qui, dans la Galerie des glaces à Versailles, a eu le courage de se lever, avant d'apposer sa signature au document historique et de dire : "Je signe, mais la paix ne résultera pas de ces traités." Il a été le seul qui ait osé ouvrir la bouche. Certes si le premier ministre du Sud-Africain a pu parler, le premier ministre du Canada, quel que fût son parti, n'avait-il pas la même liberté de franc-parler? L'attitude des pays alliés a créé l'hitlérisme, parce qu'elle a donné beau jeu aux jeunes Allemands qui, pendant plusieurs années, avaient espéré en une entente ou peut-être un accord avec la France, l'Angleterre et l'Italie. A la vue de l'inutilité de leurs efforts et à la ruine du traité de Locarno consommée de jour en jour, ils se sont jetés de désespoir dans les bras d'Hitler. C'est ce qui a fait le succès de l'hitlérisme.

Mais ce qui, plus que toute autre chose, en a apporté la confirmation éclatante depuis six mois